

Accropolis, le projet citoyen de Jean Massiet

Collaborateur d'élu, Jean Massiet a créé en septembre 2015 une chaîne Youtube nommée Accropolis sur laquelle il commente chaque mardi et chaque mercredi après-midi en direct les questions d'actualité au gouvernement. Sans langue de bois, son projet vise à redonner goût au débat et à l'action publique. Portrait et rencontre.

« Remuez-vous ! C'est votre avenir qui se joue ! ». Telle est l'idée que veut transmettre Jean Massiet, jeune collaborateur du maire du XXème arrondissement de Paris. Chaque mardi et mercredi, de 15 heures à 16 heures, vous pouvez le retrouver sur [sa chaîne Youtube Accropolis](#) en direct pour suivre les questions d'actualité au gouvernement, les QAG.

Pour une démocratie plus participative et plus représentative

Issu du master 2 « Affaires Publiques de la Sorbonne », Jean Massiet est « au cœur de la machine politique », mieux renseigné sur l'actualité politique que ses amis. C'est en répondant à leurs questions autour d'une bière dans un bar ou en soirée, que l'idée du projet Accropolis voit le jour. Initialement appelé La Vie Publique, le jeune politiste a dû changer de nom suite à un recommandé de l'Etat lui demandant de cesser d'utiliser le domaine internet *laviepublique.com*. Le nom de son projet étant trop proche du site gouvernemental [viepublique.fr](#). Désormais intitulé Accropolis, le projet garde le même fonctionnement en suivant les principes du fondateur : la volonté de simplifier, de décrypter, l'interactivité avec les internautes mais surtout un ton léger.

S'il est possible d'entendre Jean Massiet parler de Star Wars en pleine séance de QAG, le streamer s'appuie avant tout sur

ses valeurs politiques héritées du monde associatif, dont il est issu : une démocratie participative plus importante à l'échelle nationale mais surtout une meilleure représentativité du peuple parmi la classe politique. « Il y a un manque de représentativité du peuple, notamment des femmes, des jeunes et des minorités. Et c'est pour cela que la démocratie va mal », explique-t-il.

Jean Massiet : un projet « pour redonner goût à l'action publique, au débat »

C'est autour d'une bière que Jean Massiet nous explique la genèse du projet Accropolis. Avec un ton léger, mais vindicatif, il porte un regard à la fois pragmatique mais en même temps plein d'espoir sur la politique et le débat public en France. A vous de juger !

The Young Report : Comment le projet Accropolis est né en toi ?

Jean Massiet : Le projet m'est venue parce que je travaille dans la politique, je suis au cœur de la machine qui fait de la politique. Et parmi beaucoup de personnes de ma génération qui ne font pas le même parcours, je me suis retrouvé à être mieux informé, mieux renseigné au moment où dans un bar ou entre potes on avait une discussion. Mes copains demandaient souvent de leur expliquer sans parti pris tel ou tel sujet, telle ou telle polémique soit parce qu'ils étaient largués, soit parce qu'ils ne comprenaient rien. Et du coup, il se trouvait que j'arrivais bien à leurs expliquer et en plus qu'ils s'intéressaient davantage en formulant leurs avis sur la question. Il y a donc un vrai déficit d'information pour permettre aux gens de se faire une opinion...

TYR : Est-ce que projet est né du dégoût de plus en plus généralisé des Français pour la politique et le politique ?

JM : Ce n'est pas l'origine de mon projet. Je comprends le dégoût pour la politique, je suis de la même génération, j'en

comprends les origines, les causes, mais je ne crois pas à la fatalité. Je souhaite que les citoyens se réapproprient la politique sans leur faire admirer les hommes politiques. Ce n'est pas parce que je commente les débats à l'Assemblée Nationale que je justifie tout comportement des députés et des politiques au sens large. Je suis assez lucide sur ça. Je veux aller chercher les dégoûter pour ne pas leur redonner goût à la politique, mais à l'action publique. Si je peux leur permettre d'avoir des notions de débats et de réflexions pour formuler leur dégoût, j'en serai très satisfait.

TYR : Tu es collaborateur d'élus socialistes, n'est-ce pas ?

JM : Oui, je travaille avec des élus de la gauche au sens large, mais je ne suis pas encarté.

TYR : Mais avec cette inclination politique à gauche, est-ce que ce projet n'a pas pour objectif de lutter contre le Front National comme le fait Manuel Valls ou Jean-Christophe Cambadélis en campagne ?

JM : Pas avec le même objectif. Mon projet s'inscrit dans une bataille numérique de l'information contre la désinformation entretenue par l'extrême-droite. Il n'y a pas d'envie de ralliement électoral. Je m'assume dans une optique démocrate-républicain, « je suis Charlie » contre l'obscurantisme et le flou dans le débat public. Je lutte contre les théoriciens du complot, contre la facilité, le rapide à penser, contre le FN, contre Alain Soral, contre des gens qui se saisissent aussi du numérique pour défendre des choses qui ne sont pas les miennes. Des choses qui vont dans le mauvais sens. Après est-ce que c'est une posture purement socialiste ? Je ne le crois pas. Accropolis n'est pas un projet socialiste, ni un projet de gauche mais un projet citoyen avant tout. Débattons tous ensemble dans la joie et la bonne humeur. Je suis très attaché à ce que des gens de droite regardent l'émission et débattent.

TYR : Ce projet ayant pour but la compréhension du monde politique et de l'action publique par le plus grand nombre, que pourrait apporter cette compréhension à notre société ?

JM : Les citoyens deviendraient des acteurs et non plus des contemplateurs de la politique telle qu'elle se fait. La compréhension des enjeux, des acteurs, des institutions donne des armes intellectuelles pour formuler sa propre opinion. Car j'estime que tout le monde devrait avoir la possibilité de formuler son opinion. Je suis persuadé que le débat gagnera en qualité plus les acteurs du débat seront bien informés et mieux équipés pour formuler leurs pensées. Mais surtout en écoute également pour comprendre les personnes d'en face, et pourquoi ils pensent ainsi.

TYR : **Mais est-ce que cette vision n'est pas idéaliste, surtout avec un support numérique ?**

JM : Oui, il y a une grosse forme de naïveté dans mon projet, que j'assume totalement. Je trouve cela même marrant. Il y a un petit côté chevalier blanc qui va soigner la démocratie... Si j'arrive à intéresser deux ou trois internautes au débat public, ce sera déjà une victoire.

TYR : **D'où la couleur de la chemise ?**

JM : Oui, peut-être (rires). Mais pour la petite histoire, au début je faisais ça en T-Shirt. Ma sœur m'a fait une réflexion, disant que je n'allais pas être pris au sérieux. Mais même en chemise, je me demande si je fais vraiment sérieux. Je mets donc des chemises sans trop savoir si je dois continuer à les mettre ou pas.

TYR : **Que manque-t-il en France pour l'investissement des citoyens soit plus fort, plus généralisé ?**

JM : Il manque des espaces de concertations, et de la confiance de la part des élus et des administrations envers le bas peuple. On est encore dans une crainte du peuple qui est censé être bête, comme c'étaient le cas pendant la IIIème République. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, on est passé par des mouvements -comme mai 68, les révolutions de velours, la chute du mur de Berlin ou récemment, les révolutions arabes- qui ont montré qu'un pouvoir fort autoritaire et surtout détaché du peuple est mauvais. Il y a une vraie soif

d'implication des citoyens et les élites restent datées dans leurs pratiques. La concertation publique se fait déjà à l'échelle locale avec des conseils de quartiers, il manque cela à l'échelle nationale. Il manque aussi un renouvellement de la classe politique française, qui empêche le progrès. Il y a un manque de représentativité du peuple, notamment les femmes, les jeunes et les minorités. C'est une des raisons pour lesquelles le débat public va mal. Et c'est difficile de dire à des élus qui ont construit toute leur vie autour de leurs mandats politiques, qu'ils sont la cause de la maladie qui ronge la démocratie française. C'est très compliqué de le leur dire. Ça fait des années qu'ils se battent pour, aller les voir pour leur expliquer : « Bon, maintenant c'est ton quatrième mandat, faut que tu laisses la place aux jeunes ». Le cumul des mandats est un véritable problème.

TYR : Penses-tu comme le parti « Allons Enfants » qu'il faut virer les vieux des postes d'élus et mettre que des jeunes ?

JM : Non. Je comprends les motifs de ce point de vue, mais je ne suis pas d'accord, car la représentativité serait également limitée. Mais le constat est clair : en 20 ans, la moyenne d'âge des députés est montée de 20 ans. Ce sont donc les mêmes depuis 20 ans. Et même dans l'exécutif, Michel Sapin était déjà le ministre des Finances il y a 20 ans tout comme Jean-Michel Baylet ou même Ségolène Royal, Laurent Fabius et François Hollande. C'est délirant ! Et à droite, c'est pareil, notamment avec Alain Juppé et François Fillon, candidats aux primaires. Il faut de tout pour que la représentativité soit la plus complète possible.

TYR : Donc la parité, était la bonne chose à faire ?

JM : Oui clairement, la loi pour la parité a permis de bouger le mammoth politique. L'émancipation de la femme a été rapide mais sa présence en politique incroyablement lente. Le débat sur la parité est un faux débat. La loi était nécessaire pour le renouvellement de la politique et une meilleure représentativité. Il faudra peut-être également le penser pour

les jeunes, mais ça m'embêterait vraiment si cette évolution devait se faire via des quotas. Ces derniers renforceraient le communautarisme, ce qui est dangereux.

TYR : Est-ce que les élus doivent être élus sur la compétence comme certains le souhaitent ?

JM : Non je ne le crois pas, le critère de la compétence mènerait la politique à la quête de la vérité. Selon moi, la politique est plus l'expression d'une volonté. La compétence doit être dans l'administratif pas dans la décision politique. Cette dernière doit être représentative et éclairée par des experts, c'est tout ce qu'on lui demande.

TYR : Comment vois-tu le projet évoluer dans l'avenir ?

JM : Le projet est déjà très innovant donc dire comment je le vois évoluer est très compliqué. Je suis en exploration perpétuelle. Je me suis beaucoup inspiré des streamers de jeux vidéo qui ont créé des outils, et des concepts géniaux. C'est à moi d'inventer de nouveaux formats parce que je suis seul dans ce domaine-là. Je veux rester sur le crédo de la confiance, du décryptage et de la simplicité. Je vais garder l'interactivité de l'émission qui est son essence, et le ton léger. Pour offrir plus de rendez-vous hebdomadaires, je vais faire un appel au mécénat pour développer Accropolis avec des salariés et d'autres streamers politiques.

TYR : Et pour l'élections présidentielles de 2017 ou les primaires de 2016 ?

JM : Il va y avoir un an et demi absolument fascinant politiquement. Et pour cela je souhaite mettre en place un dispositif pour suivre cette élection présidentielle via plusieurs formats. L'un prendrait la forme d'un débrief hebdomadaire de la campagne sous forme de coaching citoyen. L'autre sera le commentaire en direct des meetings des candidats, des débats... Par contre je ne leur dirai jamais quoi voter, au contraire. Mon message est avant tout « Débrouillez-vous ! » ; « Remuez-vous, c'est votre avenir qui se joue ! ». C'est ce qui attire aussi les internautes vers mon émission.

JP

Viser toujours plus loin pour un débat plus éclairé

Avec un projet aussi innovant, Jean Massiet prépare d'ores et déjà l'avenir : les primaires de 2016 des Républicains et la présidentielle de 2017 vont être un rendez-vous de taille pour Accropolis. Il envisage d'ailleurs deux formats pour l'occasion. Le commentaire en direct des meetings des candidats, mais aussi des débats qui les opposent. Il a également également un coaching politique pour que ceux n'ayant pas suivi l'actualité politique puisse rattraper le retard et ne pas être largué.

Objectif : que tout le citoyen soit plus investi dans le débat public, élément primordial, selon Jean Massiet, pour une démocratie en bonne santé.

Voici une séance de Questions d'Actualité au Gouvernement du 17 février :

Jérémy Pastor